

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juillet 2021

PROTECTION DES ENFANTS - (N° 4307)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N ° 499

présenté par

Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Benoit, M. Guy Bricout, M. Dunoyer, M. Gomès,
M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, Mme Sophie Métadier et
M. Zumkeller

ARTICLE 5

À la seconde phrase de l'alinéa 2, après le mot :

« difficulté »

insérer les mots :

« , les modalités d'association du personnel à l'élaboration du projet ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a été transmis par l'Assemblée des Départements de France.

L'article 5 norme de manière excessive la formalisation d'un projet stratégique par les services et établissements de l'ASE, focalisé sur la prévention et la lutte contre la seule maltraitance.

Les Départements partagent logiquement l'objectif de renforcement du contrôle de la qualité d'accueil et d'accompagnement de ces structures.

L'ADF (Assemblée des Départements de France) estime néanmoins que pour rendre cette disposition opérante, ce projet stratégique devra a minima associer les personnels de ces structures, en amont comme en aval. Tel est l'objet de cet amendement.